

Ministère de la Région bruxelloise

Urbanisme et aménagement du territoire. Plan d'alignement, p. 11982.

Exécutifs — Ministère de la Région wallonne

Entreprises de travail intérimaire, p. 11982.

Avis officiels**Ministère des Affaires économiques**

Avis aux importateurs de produits textiles et de vêtements, p. 11982.

Ministère des Finances

Loterie nationale. Dates des tirages du mois d'octobre 1983, p. 11982. — Administration de la Trésorerie. Emprunt à lots 1982. Tirage n° 319 du 23 septembre 1983, p. 11983. — Administration de la T.V.A., de l'Enregistrement et des Domaines. Succession en déshérence, p. 11983.

Ministère de la Justice

Direction du Moniteur belge. Brochures et tirés à part, p. 11984.

Exécutifs — Ministère de la Communauté flamande

Fixation du siège des services centraux du Ministère de la Communauté flamande, p. 11984.

Ministère van het Brusselse Gewest

Stedebouw en ruimtelijke ordening. Roodplan, bl. 11982.

Executieven — Ministerie van het Waalse Gewest

Uitzendbureaus, bl. 11982.

Officiële berichten**Ministerie van Economische Zaken**

Bericht aan de invoerders van textiel- en kledingsprodukten, bl. 11982.

Ministerie van Financiën

Nationale Loterij. Data der trekkingen voor de maand oktober 1983, bl. 11982. — Administratie der Thesaurie. Loterij 1982. Loting nr. 319 van 23 september 1983, bl. 11983. — Administratie van de BTW, Registratie en Domeinen. Erfloze natatenschap, bl. 11983.

Ministrie van Justitie

Eestuur van het Belgisch Staatsblad. Brochures en overdrukken, bl. 11984.

Executieven — Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap

Vestigingsplaats van de centrale diensten van het Ministerie van de Vlaamsche Gemeenschap, bl. 11984. — Koninklijk Museum voor Schone Kunsten te Antwerpen. Vacante betrekking, bl. 11984.

LOIS, DÉCRETS ET RÈGLEMENTS**MINISTÈRE DE LA PREVOYANCE SOCIALE**

F. 83 — 1602

Arrêté royal n° 207
modifiant les lois coordonnées
relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté royal qui est soumis à Votre signature vise à exécuter l'article 1er, 2^e, de la loi du 6 juillet 1983, attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi.

Cet arrêté vise à préciser certaines dispositions qui ont été modifiées par l'arrêté royal n° 122 du 30 décembre 1982, modifiant les lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés. L'application démontre en effet que ces textes doivent être précisés ou adaptés.

Sont réglées, en outre, certaines questions qui peuvent avoir une répercussion sur les frais administratifs ainsi qu'à des questions qui sont en rapport avec le paiement des allocations familiales.

Enfin, les cotisations capitatives pour les travailleurs salariés masculins et féminins sont égalisées, l'intérêt de retard est porté aux taux d'intérêt légal et la majoration de cotisation est fixée à un montant uniforme de 10 p.c. en cas de paiement tardif.

Ces mesures sont prises en attendant une réforme plus fondamentale du système des cotisations capitatives; ces cotisations à un montant fixe sont dues par les employeurs qui sont assujettis au régime d'allocations familiales pour travailleurs salariés non redevables des cotisations de sécurité sociale pour ce régime et qui ne sont pas obligés de payer eux-mêmes directement des allocations familiales.

WETTEN, DECRETEN EN VERORDENINGEN**MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG**

N. 83 — 1602

Koninklijk besluit nr. 207
tot wijziging van de samengeordende wetten
betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het koninklijk besluit dat U ter ondertekening wordt voorgelegd beoogt uitvoering te geven aan artikel 1, 2^e, van de wet van 6 juli 1983 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning.

Dit besluit beoogt een aantal bepalingen te preciseren die werden gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 122 van 30 december 1982 tot wijziging van samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor werknemers. Uit de praktijk is inderdaad gebleken dat deze teksten verduidelijkt of aangepast moeten worden.

Vervolgens worden bepaalde kwesties geregeld die een weerslag kunnen hebben op de administratiekosten alsmede zaken die in verband staan met de uitkering van kinderbijslag.

Tenslotte worden de hoofdelijke bijdragen van de mannelijke en vrouwelijke werknemers gelijkgesteld, en wordt bij laattijdige betaling de verwijlntrest gebracht op de wettelijke rentevoet en de bijdrageverhoging gelijkvormig op 10 pct. vastgesteld.

Deze maatregelen worden genomen in afwachting van een meer fundamentele hervorming van het hoofdelijke bijdragensysteem; deze bijdragen aan een vast bedrag zijn verschuldigd door de werkgevers die wel onderworpen zijn aan de kinderbijslagregeling voor werknemers doch geen sociale zekerheidsbijdragen verschuldigd zijn voor deze regeling en ook niet zelf rechtstreeks kinderbijslag dienen te betalen.

EXAMEN DES ARTICLES

Article 1er. L'article 40, alinéa 3, règle le paiement des allocations familiales du chef de plus d'un attributaire à un seul allocataire. Dans ce cas, chaque organisme d'allocations familiales paye un montant en fonction du rang que l'enfant possède selon son âge par rapport aux autres enfants.

Il est indiqué de préciser ce principe en remplaçant le renvoi à « l'organisme d'allocations familiales » par un renvoi à « l'attributaire en vertu de ces lois » et d'ajouter qu'il ne doit évidemment pas être tenu compte des enfants bénéficiaires d'allocations familiales aux taux d'orphelins majorés.

Art. 2. Cet article a pour but de définir plus clairement l'institution compétente pour octroyer les allocations familiales lorsque dans certaines situations à situer au niveau des journées assimilées, des allocations familiales sont dues.

Ainsi, il est disposé que bien qu'un organisme soit compétent pour octroyer des allocations familiales, par suite d'une période assimilée, comme la maladie ou l'invalidité, ceci n'empêche pas l'application des dispositions prises dans le cadre de l'octroi de l'allocation forfaitaire mensuelle sur base de laquelle, le cas échéant, un organisme d'allocations familiales suivant peut être compétent pour l'octroi de l'allocation forfaitaire mensuelle, le cas échéant au barème le plus favorable.

En outre, le principe est posé que lorsque simultanément des allocations familiales sont dues par suite d'un travail effectif ou d'une situation assimilée, notamment en cas de préavis, les allocations familiales sont dues par priorité du chef du travail, sauf en cas d'une occupation autorisée en qualité de malade ou d'invalidé.

Art. 3. Cet article concerne la même modification qu'à l'article 1er.

Art. 4. Cet article a pour but de préciser que pour la détermination du montant des allocations familiales globales relevant aux orphelins d'un même ouvrant droit et qui, par suite de remariage ou de cohabitation du survivant, sont bénéficiaires des montants ordinaires, il est tenu compte des rangs prévus aux articles 40 et 42 à l'égard de ces orphelins qui font partie du même ménage et qui sont placés ou des orphelins qui sont tous placés.

Cette précision ne contient pas un nouveau principe, mais elle est nécessaire étant donné que l'orphelin est désigné de façon non équivoque comme attributaire.

Art. 5. Cet article précise que l'orphelin bénéficiaire d'allocations familiales aux taux majorés est le seul visé.

Art. 6. Cette modification est analogue à celle reprise dans l'article 1er.

Art. 7. Cet article accorde de façon indiscutable le droit aux allocations familiales en faveur des enfants qui font partie du ménage de leurs oncles ou tantes alliés, de leurs grands-parents ou arrière-grands-parents alliés; en ajoutant le terme « conjoint », en insérant le terme « ex-conjoint », il est en outre acquis que le droit persiste, le lien d'alliance étant maintenu après la fin du mariage lequel avait créé cette alliance.

Enfin, en ce qui concerne l'ouverture du droit aux allocations familiales par les frères et sœurs, une question doit être réglée étant donné que l'intention est que les frères et sœurs faisant partie du même ménage ne peuvent être attributaires d'allocations familiales que s'il n'y a aucun autre membre de la famille qui a droit aux allocations familiales et que les frères et sœurs qui ne font pas partie du même ménage, ne peuvent être attributaires que si aucune autre personne n'a droit aux allocations familiales; l'article 51, 5^e et 6^e doit être complété par une disposition selon laquelle il ne peut exister un droit aux allocations familiales en application d'autres dispositions légales ou réglementaires belges ou étrangères ou en vertu des règles applicables au personnel d'une institution de droit international public. L'attention doit être attirée sur le fait que cette question ne comporte pas un régime de cumul mais bien une condition d'octroi pour que, en qualité de frère ou de sœur, un droit puisse être ouvert de sorte qu'il ne forme pas de cumul.

ONDERZOEK VAN DE ARTIKELEN

Artikel 1. Artikel 40, derde lid, regelt de betaling van de kinderbijslag uit hoofde van meer dan één rechthebbende aan één enkele bijslagtrekkende. In dit geval betaalt iedere kinderbijslaginstelling een bedrag in functie van de rang van het kind volgens zijn leeftijd met betrekking tot de andere kinderen.

Het is aangewezen dit principe duidelijker te stellen door de verwijzing naar « de kinderbijslaginstelling » te vervangen door een verwijzing naar de « rechthebbende krachtens deze wetten » en te preciseren dat met de op verhoogde wezenbijslag gerechtigde kinderen geen rekening moet gehouden worden.

Art. 2. Dit artikel heeft tot doel duidelijker te bepalen welke instelling bevoegd is om de kinderbijslag toe te kennen wanneer in bepaalde situaties in verband met gelykgestelde dagelijks kinderbijslag is verschuldigd.

Aldus wordt gesteld dat, wanneer een instelling bevoegd is om kinderbijslag toe te kennen ingevolge een gelykgestelde periode — zoals ziekte of invaliditeit — dit niet belet dat de bepalingen in verband met de toekenning van de forfaitaire maandelijkse bijslag, op grond van dewelke desgevallend een daaropvolgende kinderbijslaginstelling kan bevoegd zijn voor de toekenning van de maandelijkse kinderbijslag, desgevallend aan het gunstigste barema, van toepassing blijven.

Bovendien wordt als principe gesteld dat wanneer gelijktijdig kinderbijslag is verschuldigd ingevolge effectieve arbeid of een gelykgestelde toestand, zoals bij een vooropzeg, de kinderbijslag bij voorzag is verschuldigd in hoofde van de tewerkstelling, behoudens bij een toegelaten tewerkstelling in de hoedanigheid van zieke of invalide.

Art. 3. Dit artikel betreft dezelfde wijziging als artikel 1.

Art. 4. Dit artikel heeft tot doel duidelijk te stellen dat voor het bepalen van het bedrag van de totale gezinsbijslag die toekomt aan wezen van eenzelfde rechtopener en die ingevolge hertrouw of samenwoon van de overlevende gerechtigd zijn op de gewone bedragen, rekening gehouden wordt met de rangen die vastgesteld zijn in de artikelen 40 en 42 ten opzichte van deze wezen die deel uitmaken van hetzelfde gezin en die geplaatst zijn of van de wezen die allen geplaatst zijn.

Deze precisering houdt geen nieuw principe in, doch ze is noodzakelijk omdat de wees ondubbelzinnig als rechthebbende is aangemerkt.

Art. 5. Dit artikel preciseert dat de op verhoogde wezenbijslag gerechtigde wees wordt bedoeld.

Art. 6. Deze wijziging is analoog aan deze opgenomen in artikel 1.

Art. 7. In dit artikel wordt op ondubbelzinnige wijze het recht op kinderbijslag toegekend voor de kinderen die deel uitmaken van het gezin van aanverwante ooms of tantes, grootouders of achtergrootouders; door de toevoeging van de term « echtgenoot », door de opname van de uitdrukking « geweven echtgenoot » wordt daarenboven bereikt dat het recht blijft bestaan door de band van aanverwantschap in stand te houden na het einde van het huwelijk, die deze aanverwantschap deed bestaan.

Tenslotte dient opening van het recht op kinderbijslag door broers en zusters nader omschreven te worden. Vermits het de bedoeling is dat broers en zusters, die deel uitmaken van hetzelfde gezin, slechts rechthebbende kunnen zijn wanneer geen ander gezinslid recht heeft op kinderbijslag, en dat broers en zusters, die geen deel uitmaken van hetzelfde gezin, slechts rechthebbend kunnen zijn wanneer geen ander persoon recht heeft op kinderbijslag, dient artikel 51, 5^e en 6^e, aangevuld door een bepaling volgens welke er geen recht mag bestaan op kinderbijslag bij toepassing van andere Belgische of buitenlandse wets- of reglementbepalingen of krachtens regelen van toepassing op het personeel van een volkenrechtelijke instelling. De nadruk dient erop gelegd dat dit geen regeling van samenloop is maar wel een toekenningsvoorraarde om in de hoedanigheid van broer of zuster recht te kunnen openen op kinderbijslag, derwijze dat er geen samenloop ontstaat.

Art. 8. Cet article concerne le handicapé qui bénéficie d'une allocation en tant que handicapé et est bénéficiaire d'allocations familiales. A ce propos, il doit être précisé que le handicapé ne peut évidemment pas être attributaire d'allocations familiales pour ses frères et sœurs, qu'ils fassent partie ou non de son ménage.

Art. 9. Cet article concerne les étudiants bénéficiaires d'allocations familiales pour leurs enfants. Il est nécessaire de préciser que les étudiants ne sont attributaires d'allocations familiales que pour leurs enfants propres, enfants communs, enfants naturels du conjoint ou les autres enfants en cas de cohabitation.

Art. 10. Cette disposition a pour but de déterminer que, par analogie avec l'article 2, l'organisme d'allocations familiales, compétent pour octroyer les allocations familiales par suite de mise à la retraite, le reste lorsque le pensionné exerce une activité lucrative autorisée.

Art. 11. Cet article traite du droit aux allocations familiales de l'enfant handicapé de plus de 25 ans; pour être bénéficiaire d'allocations familiales, l'enfant handicapé ne peut entre autres pas bénéficier d'une pension.

Pour des raisons d'équité, il est indiqué de préciser que le bénéfice d'une pension n'est un obstacle que s'il s'agit d'une pension de retraite qui est en outre plus élevée que le revenu garanti aux personnes âgées, à l'exception toutefois du bénéfice d'une pension résultant d'une occupation dans un atelier protégé.

Art. 12. Cet article veut exprimer de façon non équivoque que les allocations familiales ne sont accordées à l'enfant handicapé qu'à la condition que l'incapacité ait commencé avant que l'enfant n'ait atteint l'âge limite jusqu'auquel il était bénéficiaire d'allocations familiales dans une autre qualité qu'enfant handicapé.

Ceci implique indirectement que toute aggravation après cette limite d'âge ainsi que toute reprise après une interruption de cette incapacité, ne satisfait pas à ce principe, étant donné qu'il ne s'agit pas d'incapacité ayant commencé avant l'âge limite; elles ne sont donc pas prises en considération pour le maintien des allocations familiales.

Art. 13. Cet article concerne l'ordre de priorité entre les attributaires. Pour être précis, il doit être précisé que l'orphelin de l'attributaire handicapé exerce aussi son droit aux allocations familiales par priorité.

En outre, il est indiqué de préciser que, lorsqu'un attributaire fait élire des enfants chez un particulier, cet attributaire n'est seulement attributaire prioritaire aux allocations familiales que dans le cas où ce particulier n'est pas lui-même attributaire.

Art. 14. Suite aux modifications apportées à l'article 64, cet article est dépassé.

Art. 15. Cet article a pour but de mettre fin aux paiements en espèces dans les organismes d'allocations familiales eux-mêmes pour des raisons d'organisation.

Art. 16. Cet article concerne la répartition proportionnelle des allocations familiales. Il est nécessaire de préciser que cette répartition est également applicable quand il s'agit d'enfants orphelins, étant donné qu'ils sont chacun séparément et pour eux-mêmes des attributaires prioritaires.

Art. 17, 18, 19, 20 et 21. Ces articles portent la cotisation capitative journalière et mensuelle, due pour des travailleurs salariés féminins, au même taux que celui fixé pour des travailleurs salariés du sexe masculin, portent l'intérêt de retard de 5 p.c. au taux d'intérêt légal et fixent les majorations de cotisation, en cas de paiement tardif, à un montant uniforme de 10 p.c.

Art. 22. Cet article concerne l'entrée en vigueur.

Les articles apportant des précisions ont un effet rétroactif jusqu'à la date de l'entrée en vigueur des dispositions qu'elles concernent, à savoir le 1er janvier 1983 ou le 1er avril 1983.

Art. 8. Dit artikel betreft de mindervalide die een tegemoetkoming geniet als minder valide en in die hoedanigheid gerechtigd is op kinderbijslag. In dit verband dient gepreciseerd dat de mindervalide in deze hoedanigheid uiteraard niet gerechtigd kan zijn op kinderbijslag voor broers of zusters die al of niet deel uitmaken van zijn gezin.

Art. 9. Dit artikel betreft de studenten die gerechtigd zijn op kinderbijslag voor hun kinderen. Het is nodig te stellen dat studenten enkel gerechtigd zijn op kinderbijslag voor hun eigen kinderen, gemeenschappelijke kinderen, natuurlijke kinderen of andere kinderen bij samenwoonst.

Art. 10. Deze bepaling heeft tot doel, naar analogie met artikel 2, te stellen dat de kinderbijslaginstelling die bevoegd is om de kinderbijslag toe te kennen ingevolge de pensionering, bevoegd blijft wanneer de gepensioneerde een toegelaten winstgevende activiteit uitoefent.

Art. 11. Dit artikel handelt over het recht op kinderbijslag voor het mindervalide kind van meer dan 25 jaar. Om rechtgevend te zijn op kinderbijslag mag het minder valide kind onder meer niet in het genot zijn van een pensioen.

Om billijkheidsredenen is het aangewezen te preciseren dat het genot van een pensioen enkel een beletsel is als het een rustpensioen betreft dat bovendien hoger is dan het gewaarborgd inkomen voor bejaarden; tevens wordt in ieder geval het genot van een pensioen voortvloeiend uit de tewerkstelling in een beschutte werkplaats uitgezonderd.

Art. 12. Dit artikel wil op ondubbelzinnige wijze de doelstelling verwoorden dat slechts kinderbijslag wordt verleend aan het minder valide kind op voorwaarde dat de ongeschiktheid is aangevangen vóór het bereiken van de leeftijdsgrond tot welke het gerechtigd was op kinderbijslag in een andere hoedanigheid dan minder valide kind.

Dit houdt onrechtstreeks in dat iedere verergering na die leeftijdsgrond alsmede iedere herneming na een onderbreking van de ongeschiktheid niet voldoet aan de gestelde regel vermits zij geen ongeschiktheeden zijn die begonnen zijn vóór de leeftijdsgrond en dus niet in aanmerking komen voor het behoud van de kinderbijslag.

Art. 13. Dit artikel betreft de voorrangsoorde tussen de rechthebbenden.

Om precies te zijn dient bepaald dat ook de wees van de minder valide rechthebbende zijn recht op de kinderbijslag bij voorrang uitoefent.

Bovendien is het aangewezen te stellen dat, wanneer een rechthebbende kinderen laat opvoeden bij een particulier, deze rechthebbende slechts prioritaar gerechtigd is op kinderbijslag wanneer deze particulier niet zelf rechthebbende is.

Art. 14. Door de wijzigingen die werden aangebracht aan artikel 64, is dit artikel voorbijgestreefd.

Art. 15. Dit artikel heeft tot doel om de betalingen in baargeld in de kinderbijslaginstellingen zelf af te schaffen om organisatorische redenen.

Art. 16. Dit artikel betreft de proportionele verdeling van de kinderbijslag. Het is nodig te preciseren dat deze verdeling ook van toepassing is wanneer het om weeskinderen gaat, omdat zij ook afzonderlijk en ook voor zichzelf prioritaire rechthebbenden zijn.

Art. 17, 18, 19, 20 en 21. Deze artikelen brengen de dagelijkse en de maandelijkse hoofdelijke bijdrage verschuldigd voor vrouwelijke werkneemsters op hetzelfde bedrag als datgene dat verschuldigd is voor mannelijke werkneemers, brengen in geval van laattijdige betaling de verwijlntrest van 5 pct. op de wettelijke intrestvoet en de bijdrageopslagen op 10 pct.

Art. 22. Dit artikel betreft de inwerkingtreding.

De artikelen die preciseringen aanbrengen hebben terugwerkende kracht op de datum van inwerkingtreding van de bepalingen waarop zij betrekking hebben, nl. 1 januari 1983 of 1 april 1983.

Les autres articles entrent en vigueur le 1er octobre 1983, à l'exception de l'article 15 qui entre en vigueur le 1er janvier 1984.

Il a été tenu compte dans une large mesure des remarques du Conseil d'Etat.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,

de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,

Le Ministre des Affaires sociales,

J.-L. DEHAENE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Premier Ministre, le 8 juillet 1983, d'une demande d'avis sur un projet d'un arrêté royal n° 207 modifiant les lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, a donné le 15 juillet 1983 l'avis suivant :

Le présent projet a pour objet, tout d'abord, d'apporter certains correctifs aux modifications qui ont été effectuées au régime des allocations familiales pour travailleurs salariés par l'arrêté royal n° 122 du 30 décembre 1982. Ces modifications et ajouts font l'objet des articles 1er, 3, 5, 6, 7, 8, 9, 11, 13, 14 et 16 du projet.

En outre, des modifications sont prévues qui ont trait au paiement même des allocations familiales et aux frais administratifs; ces modifications figurent aux articles 2, 4, 10, 12 et 15 du projet.

Enfin, les cotisations capitatives pour les travailleurs salariés masculins et féminins sont égalisées (articles 17 et 18) et le règlement concernant les intérêts de retard et les majorations d'intérêt est aligné sur celui de la sécurité sociale générale (articles 20 et 21).

Selon le référant figurant au préambule, ces dispositions puisent leur fondement légal dans l'article 1er, 2^e, de la loi du 6 juillet 1983 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi, qui définit les pouvoirs spéciaux dont le Roi dispose en vue d'assurer l'équilibre financier de l'ensemble des régimes de sécurité sociale. Il s'agit, toutefois, de savoir si toutes les dispositions du projet peuvent s'inscrire dans le cadre de ces pouvoirs spéciaux. Déjà dans son avis du 17 décembre 1982 relatif au projet qui est devenu l'arrêté royal n° 122 du 30 décembre précité, le Conseil d'Etat avait relevé que les modifications que le Gouvernement proposait d'apporter à la législation sur les allocations familiales ne pouvaient trouver de fondement légal dans la loi de pouvoirs spéciaux que si elles contribuaient à assurer l'équilibre financier des régimes de sécurité sociale (*Moniteur belge* du 12 janvier 1983, page 379). Cette observation doit être tenue pour reproduite ici mais rapportée, bien entendu, aux pouvoirs spéciaux contenus dans la loi du 6 juillet 1983; elle concerne plus spécialement, les dispositions des articles 1er, 2, 3, 4, 6, 10, 11, 13, 14 et 16 du projet qui, du moins pour autant que le Conseil d'Etat ait pu le vérifier, tendent à une mise au point de la législation sur les allocations familiales plutôt qu'ils n'ont pour but d'assurer l'équilibre financier des régimes de sécurité sociale.

Le préambule renvoie également à l'article 2, § 2, de la loi du 6 juillet 1983 qui, en cas d'urgence, dispense le Roi de l'obligation de procéder, en l'occurrence, à la consultation paritaire des organes de gestion de l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés. Le préambule doit justifier de cette urgence.

A l'article 2, il y a lieu, dans la phrase liminaire, de mentionner également l'arrêté royal modificatif du 1er mars 1971 et, dans les 1^e et 2^e, de viser « l'article 42, alinéa 5 ».

Dans le souci de préserver l'unité de la terminologie, il convient d'écrire à l'article 4 : « Lorsque plusieurs orphelins ont droit, du chef de la même personne décédée ou survivante, aux allocations

De andere artikelen treden in werking op 1 oktober 1983 met uitzondering van artikel 15 dat op 1 januari 1984 in werking treedt.

Er werd in ruime mate rekening gehouden met de opmerkingen van de Raad van State.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,

van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,

De Minister van Sociale Zaken,

J.-L. DEHAENE

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, eerste vakantiekamer, de 8e juli 1983 door de Eerste Minister verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van « koninklijk besluit nr. 207 tot wijziging van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders », heeft de 15e juli 1983 het volgend advies gegeven :

Het ontwerp heeft in de eerste plaats tot doel een aantal correcties aan te brengen in de wijzigingen die bij het koninklijk besluit nr. 122 van 30 december 1982 waren aangebracht in de kinderbijslagregeling voor werknemers. Het betreft de wijzigingen en aanvullingen opgenomen in de artikelen 1, 3, 5, 6, 7, 8, 9, 11, 13, 14 en 16 van het ontwerp.

Verder worden wijzigingen doorgevoerd op het stuk van de uitkering zelf van de kinderbijslag en de administratiekosten; deze wijzigingen vindt men terug in de artikelen 2, 4, 10, 12 en 15 van het ontwerp.

Ten slotte worden de hoofdlijijke bijdragen voor mannelijke en vrouwelijke werknemers gelijkgeschakeld (artikelen 17 en 18) en de regeling betreffende de verwijlntrest en de bijdrageopslag afgestemd op die van de algemene sociale zekerheid (artikelen 20 en 21).

Volgens de verwijzing in de aanhef ontlenen die bepalingen hun rechtsgrond aan het bepaalde in artikel 1, 2^e, van de wet van 6 juli 1983 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning, dat de bijzondere bevoegdheid van de Koning omvat niet betrekking tot het verzekeren van het financieel evenwicht van het geheel van de stelsels van de sociale zekerheid. Vraag is evenwel of alle bepalingen van het ontwerp in die bijzondere bevoegdheid kunnen worden ingepast. Reeds in zijn advies van 17 december 1982 omtrent het ontwerp dat het bovenvernoemde koninklijk besluit nr. 122 van 30 december is geworden, deed de Raad van State opmerken dat de voorgestelde wijzigingen van de kinderbijslagwetgeving in de bijzondere machten-wet slechts rechtsgrond konden vinden wanneer zij verband hielden met het verzekeren van het financieel evenwicht van de stelsels van de sociale zekerheid (*Belgisch Staatsblad* van 12 januari 1983, blz. 379). Die opmerking moet hier als opnieuw geschreven worden beschouwd, uiteraard met betrekking tot de in de wet van 6 juli 1983 vervatte bijzondere bevoegdheid, ten aanzien inzonderheid van de bepalingen opgenomen in de artikelen 1, 2, 3, 4, 6, 10, 11, 13, 14 en 16 van het ontwerp die, althans voor zover de Raad van State kan nagaan, veelal gericht zijn op een verfijning van de kinderbijslagwetgeving van wel op een verzekering van het financieel evenwicht van de stelsels van de sociale zekerheid.

In de aanhef wordt nog verwezen naar het bepaalde in artikel 2, § 2, van de wet van 6 juli 1983, dat de Koning in geval van dringende noodzakelijkheid ontslaat van de verplichting van, in dit geval, paritaire raadpleging van het beheersorgaan van de Rijksdienst voor kinderbijslag voor werknemers. De aanhef moet van die dringende noodzakelijkheid doen blijken.

In artikel 2, make men in de inleidende zin tevens melding van het wijzigend koninklijk besluit van 1 maart 1971, en verwijze men onder 1^e en 2^e telkens naar « artikel 42, vijfde lid ».

Ter vrijwaring van de eenvormigheid in terminologie, schrijf men in artikel 4 : « Wanneer verschillende wezen uit hoofde van dezelfde overleden of overlevende persoon recht hebben op kinder-

familiales aux taux fixés dans les articles 40 et 42, ... et, à l'article 5 « ... un enfant orphelin attributaire des allocations familiales majorées, visées à l'article 50bis ».

Compte tenu de la terminologie utilisée à l'article 25 de l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1987 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés et à l'article 64 de l'arrêté royal du 21 décembre 1987 portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, il convient d'écrire à l'article 10 :

* L'alinéa 3 est également applicable lorsque le bénéficiaire de la pension exerce une activité professionnelle autorisée.

La disposition prévue par l'article 15 du projet a trait au mode de paiement des prestations familiales. Selon le rapport au Roi, le paiement en espèces est supprimé pour des raisons organisationnelles. Le rapport ajoute : « En outre, les frais de l'émission d'une assignation postale sont mis à charge de l'allocataire pour des raisons financières ». Cela ne se dégage pas du texte du projet.

Sous cette réserve il est proposé, dans un but de simplification et compte tenu de l'article 5 de la loi du 12 avril 1965 concernant la protection de la rémunération des travailleurs, de rédiger le texte comme suit :

* Les prestations familiales sont payées à l'allocataire par assignation postale, à moins que celui-ci n'ait demandé par écrit que le montant en soit viré à son compte auprès de l'Office des chèques postaux, d'une banque, du Crédit communal de Belgique ou d'une caisse d'épargne privée.

A l'article 18, il convient d'écrire par souci de clarté : « ... les mots « alinéas 1er et 2 » sont remplacés par « alinéa 1er ».

La disposition de l'article 20 tend à remplacer l'intérêt de retard de 5 p.c. sur les arriérés par un intérêt calculé au taux légal et à abroger la disposition selon laquelle la majoration est doublée si le retard est de plus d'un mois.

Ce texte ne concorde pas, sur les deux points ci-après, avec ce que déclare le rapport au Roi.

A la page 1, dernier alinéa, de ce rapport, il est dit que l'intérêt de retard est porté au taux qui est d'application dans la sécurité sociale générale. Cette affirmation n'est pas tout à fait correcte : l'article 28 de la loi du 27 juin 1969 revisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, tel qu'il a été modifié par l'arrêté royal n° 135 du 30 décembre 1982, dispose que « l'intérêt de retard calculé sur lesdites cotisations ne peut excéder le taux d'intérêt légal ».

A l'heure actuelle, ce taux est de 12 p.c. (article 54, alinéa 1er, de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969, tel qu'il a été modifié par l'arrêté royal du 3 janvier 1983).

Le rapport relève, dans l'examen des articles, que les « majorations d'intérêt » sont portées à 10 p.c. Or, cette majoration est déjà de 10 p.c.; le doublement de la majoration après un mois de retard est cependant supprimé.

Au 4^e, il faut lire dans la version néerlandaise : « van 10 op 20 t.h. ».

Certains articles du projet rétroagiront au 1er janvier ou au 1er avril 1983. Du point de vue de la légalité, cette rétroactivité ne se heurte à aucune objection, eu égard à ce qui est disposé à l'article 3, § 4, de la loi du 6 juillet 1983. La question se pose toutefois de savoir si les dispositions concernées se prêtent à une application rétroactive.

La chambre était composée de :

MM. :
G. Baeteman, président de chambre;
H. Coremans; F. Debaedts, conseillers d'Etat;
G. Van Hecke; J. Gijssels, conseillers de la section de législation;
Mme S. Van Aelst, greffier.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. G. Baeteman.

Le rapport a été présenté par M. J. Vermeire, auditeur.

Le greffier,
S. Van Aelst.

Le président,
G. Baeteman.

bijslag tegen de bedragen bepaald in de artikelen 40 en 42, ... en in artikel 5 « ... als wees gerechtigd is op de verhoogde kinderbijslag bedoeld in artikel 50bis ».

Rekening gehouden met de terminologie van artikel 25 van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1987 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers en artikel 64 van het koninklijk besluit van 21 december 1987 tot vaststelling van het algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers, lezen men in artikel 10 :

* Het derde lid is eveneens van toepassing wanneer de pensioengerechtigde een toegelaten beroepsarbeid uitoefent.

De bepaling onder artikel 15 betreft de wijze van uitbetaling van de gezinsbijslag. De betalingen van hand tot hand worden volgens het verslag aan de Koning om organisatorische redenen afgeschaft. Het verslag voegt eraan toe : « Tevens worden om financiële redenen de kosten van de uitgifte van een postassignatie ten laste gelegd van de bijslagtrekkende ». Dit blijkt niet uit de tekst van het ontwerp.

Onder dat voorbehoud wordt, ter vereenvoudiging van de tekst en rekening gehouden met het bepaalde in artikel 5 van de wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon der werknemers, de volgende tekst in overweging gegeven :

* De gezinsbijslagen worden per postassignatie aan de bijslagtrekkende uitbetaald, tenzij deze schriftelijk er om gevraagt heeft het bedrag ervan over te schrijven op zijn rekening bij het Bestuur der postchecks, een bank, het Gemeentekrediet van België of een private spaarks.

In artikel 19 schrijve men voor de duidelijkheid : « ... worden de woorden « eerste en tweede lid » vervangen door « eerste lid ».

Het bepaalde in artikel 20 strekt ertoe de verwijlrentest van 5 pct op de achterstallige bijdragen te vervangen door de wettelijke rentevoet en de verdubbeling van de bijdrageopslag, na vertraging van meer dan één maand, op te heffen.

De tekst stemt op twee punten niet overeen met het verslag aan de Koning.

Op bladzijde 1, laatste lid, wordt gezegd dat de verwijlrentest wordt gebracht op de rentevoet van toepassing in de algemene sociale zekerheid. Dit is niet helemaal correct : artikel 28 van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, zoals gewijzigd door het koninklijk besluit nr. 135 van 30 december 1982, bepaalt dat « de op deze bijdragen berekende verwijlrentest niet hoger mag zijn dan de wettelijke rentevoet ».

Op dit ogenblik bedraagt hij 12 pct. (artikel 54, eerste lid, van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969, zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 januari 1983).

In de artikelsgewijze commentaar wordt aangestipt dat de bijdrageopslag op 10 pct. wordt gebracht. Deze opslag bedraagt al 10 pct.; wel wordt de verdubbeling ervan na één maand vertraging, afgeschaft.

In 4^e schrijve men : « van 10 op 20 t.h. ».

Een aantal artikelen van het ontwerp werken terug tot 1 januari of 1 april 1983. Wettelijk is daar tegen geen bezwaar, gelet op het bepaalde in artikel 3, § 4, van de wet van 6 juli 1983. Vraag is evenwel of de betrokken bepalingen voor een retroactieve toepassing vatbaar zijn.

De kamer was samengesteld uit :

De heren :
G. Baeteman, kamervoorzitter;
H. Coremans; F. Debaedts, staatsraden;
G. Van Hecke; J. Gijssels, assessoren van de afdeling wetgeving;

Mevr. S. Van Aelst, griffier.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. Baeteman.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. Vermeire, auditeur.

De griffier,
S. Van Aelst.
De voorzitter,
G. Baeteman.

13 SEPTEMBRE 1983. — Arrêté royal n° 207 modifiant les lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut

Vu la loi du 6 juillet 1983 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi, notamment les articles 1er, 2^e, et 2, § 2;

Vu l'urgence;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'article 40, alinéa 3, des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, inséré par l'arrêté royal n° 122 du 30 décembre 1982, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Les allocations familiales dues du chef de plusieurs attributaires conformément à ces lois au même allocataire, en faveur de plusieurs enfants, sont fixées par chacun des organismes d'allocations familiales intéressés, compte tenu du rang de l'enfant selon son âge par rapport aux autres enfants bénéficiaires élevés par l'allocataire, à l'exception des orphelins attributaires des allocations familiales aux taux prévus à l'article 50bis. »

Art. 2. A l'article 41 des mêmes lois, modifié par les lois du 27 mars 1951 et 2 mai 1958, les arrêtés royaux des 20 juillet 1961, 13 janvier 1965, 9 mars 1965 et 24 décembre 1966, la loi du 4 juillet 1969, les arrêtés royaux des 12 novembre 1970, 1er mars 1971, 16 mai 1972, 12 juillet 1976 et 9 septembre 1980, la loi du 30 juin 1981, et l'arrêté royal du 26 mars 1982, sont apportées les modifications suivantes :

1^e l'alinéa 4 est complété par les mots suivants :

« sans préjudice des règles déterminées par le Roi, en exécution de l'article 42, alinéa 5 »;

2^e l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 4 et 5 :

« Lorsque les journées ou heures assimilées dans le présent article coïncident avec des journées ou heures de travail effectives qui donnent droit à l'octroi des allocations familiales, les allocations familiales sont dues par l'organisme d'allocations familiales, l'autorité ou l'organisme d'intérêt public chargé de l'octroi des allocations familiales pour ces journées ou heures de travail effectives, sauf dans le cas visé à l'article 56, § 2, alinéa 2 et sans préjudice des règles fixées par le Roi en exécution de l'article 42, alinéa 5. »

Art. 3. L'article 42, alinéa 3 des mêmes lois, inséré par l'arrêté royal n° 122 du 30 décembre 1982, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Les allocations familiales dues du chef de plusieurs attributaires conformément à ces lois au même allocataire, en faveur de plusieurs enfants, sont fixées par chacun des organismes d'allocations familiales intéressés, compte tenu du rang de l'enfant selon son âge par rapport aux autres enfants bénéficiaires élevés par l'allocataire, à l'exception des orphelins attributaires des allocations familiales aux taux prévus à l'article 50bis. »

Art. 4. L'article 45 des mêmes lois, abrogé par l'arrêté-loi du 21 août 1946, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 45. Lorsque plusieurs orphelins ont droit, du chef de la même personne décédée ou survivante, aux allocations familiales aux taux fixés dans les articles 40 et 42, il est tenu compte des rangs déterminés dans les articles 40 et 42 précités, en ce qui concerne les enfants orphelins qui font partie du même ménage et ceux qui sont éventuellement placés dans le sens de l'article 70. »

13 SEPTEMBER 1983. — Koninklijk besluit nr. 207 tot wijziging van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 6 juli 1983 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning, inzonderheid op de artikelen 1, 2^e, en 2, § 2;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op het advies van de Raad van State,

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten ten besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 40, derde lid, van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, ingevoegd bij het koninklijk besluit nr. 122 van 30 decemter 1982, wordt vervangen door het volgende lid :

« De uit hoofde van meer dan één rechthebbende krachtens deze wetten aan dezelfde bijslagtrekkende voor meerdere kinderen verschuldigde bijslag, wordt door iedere betrokken kinderbijslaginstelling vastgesteld, rekening houdend met de rang die het kind heeft volgens zijn leeftijd, met betrekking tot de andere rechtgevende kinderen opgevoed door de bijslagtrekkende, de op kinderbijslag tegen de bij artikel 50bis bepaalde bedragen gerechtigde wezen uitgezonderd. »

Art. 2. In artikel 41 van dezelfde wetten, gewijzigd bij de wetten van 27 maart 1951 en 2 mei 1958, de koninklijke besluiten van 20 juli 1961, 13 januari 1965, 9 maart 1965 en 24 decemter 1966, de wet van 4 juli 1969, de koninklijke besluiten van 12 november 1970, 1 maart 1971, 16 mei 1972, 12 juli 1976 en 9 september 1980, de wet van 30 juni 1981 en het koninklijk besluit van 26 maart 1982, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^e het vierde lid, wordt aangevuld met de volgende woorden :

« onvermindert de regelen vastgesteld door de Koning ter uitvoering van artikel 42, vijfde lid »;

2^e tussen het vierde en het vijfde lid wordt een lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Wanneer de in dit artikel gelijkgestelde dagen of uren samenvalLEN met werkelijke arbeidsdagen of uren die aanleiding geven tot toekenning van kinderbijslag, is behoudens het geval bedoeld in artikel 56, § 2, tweede lid, de kinderbijslag verschuldigd door de kinderbijslaginstelling, de overheid of de openbare instelling, die belast is met de toekenning van de kinderbijslag over deze effectieve arbeidsdagen of uren, onvermindert de regelen vastgesteld door de Koning ter uitvoering van artikel 42, vijfde lid. »

Art. 3. Artikel 42, derde lid, van dezelfde wetten, ingevoegd bij het koninklijk besluit nr. 122 van 30 december 1982, wordt vervangen door het volgende lid :

« De uit hoofde van meer dan één rechthebbende krachtens deze wetten aan dezelfde bijslagtrekkende voor meerdere kinderen verschuldigde bijslag, wordt door iedere betrokken kinderbijslaginstelling vastgesteld, rekening houdend met de rang die het kind heeft volgens zijn leeftijd met betrekking tot de andere rechtgevende kinderen, opgevoed door de kinderbijslagtrekkende, de op kinderbijslag tegen de bij artikel 50bis bepaalde bedragen gerechtigde wezen uitgezonderd. »

Art. 4. Artikel 45 van dezelfde wetten, opgeheven bij de besluit-wet van 21 augustus 1946, wordt opnieuw opgenomen in de volgende lezing :

« Art. 45. Wanneer verschillende wezen uit hoofde van dezelfde overleden of overlevende persoon recht hebben op kinderbijslag tegen de bedragen bepaald in de artikelen 40 en 42, wordt rekening gehouden met de rangen bepaald in de voormalde artikelen 40 en 42, wat betreft de wettelijken die deel uitmaken van hetzelfde gezin en degenen die eventueel geplaatst zijn in de zin van artikel 70. »

Art. 5. Dans l'article 47bis, alinéa 2, des mêmes lois, rétabli par l'arrêté royal n° 122 du 30 décembre 1982, les mots « un enfant orphelin » sont remplacés par les mots « un enfant orphelin attributaire d'allocations familiales majorées visées à l'article 50bis ».

Art. 6. L'article 50ter, alinéa 3, des mêmes lois, inséré par l'arrêté royal n° 122 du 30 décembre 1982, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Les allocations familiales dues du chef de plusieurs attributaires conformément à ces lois au même allocataire, en faveur de plusieurs enfants, sont fixées par chacun des organismes d'allocations familiales intéressés, compte tenu du rang de l'enfant selon son âge par rapport aux autres enfants bénéficiaires élevés par l'allocataire, à l'exception des orphelins attributaires des allocations familiales aux taux prévus à l'article 50bis. »

Art. 7. A l'article 51, alinéa 2, des mêmes lois, modifié par l'arrêté royal n° 122 du 30 décembre 1982, sont apportées les modifications suivantes :

1^e au 2^e du texte français les mots « ont été » sont remplacés par le mot « sont »;

2^e au 4^e les mots « les petits-enfants et arrière-petits-enfants, neveux et nièces, faisant partie du même ménage, depuis au moins trois mois » sont remplacés par les mots « ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, neveux et nièces ou ceux de son conjoint ou ex-conjoint faisant partie de son ménage depuis au moins trois mois »;

3^e le 5^e est complété par la phrase suivante : « en outre, il ne peut exister un droit aux allocations familiales du chef d'un membre de famille faisant partie du même ménage en application d'autres dispositions légales ou réglementaires belges ou étrangères, ou en vertu des règles d'application au personnel d'une institution de droit international public »;

4^e le 6^e est complété par la phrase suivante : « en outre, il ne peut exister un droit aux allocations familiales en application d'autres dispositions légales ou réglementaires belges ou étrangères ou en vertu des règles d'application au personnel d'une institution de droit international public ».

Art. 8. Dans l'article 56quinquies, § 1er, des mêmes lois, modifié par l'arrêté royal n° 122 du 30 décembre 1982, les mots « 1^e, 2^e, 3^e, 4^e, 7^e et 8^e » sont insérés entre les mots « article 51, alinéa 2 » et « ou ceux ».

Art. 9. L'article 56sexies, § 1er, modifié par l'arrêté royal n° 122 du 30 décembre 1982, est remplacé par la disposition suivante :

« § 1er. L'étudiant âgé de moins de 25 ans qui suit des cours dans les conditions déterminées en vertu de l'article 62, § 4, a droit aux allocations familiales pour les enfants visés à l'article 51, alinéa 2, 1^e, 2^e, 3^e et 7^e, à condition qu'ils fassent partie du même ménage et à condition que l'étudiant réside effectivement en Belgique depuis au moins cinq ans à la date d'introduction de la demande d'allocations familiales, en application du présent article. »

Art. 10. L'article 57 des mêmes lois, modifié par la loi du 27 mars 1951, l'arrêté royal n° 68 du 10 novembre 1967 et la loi du 30 juin 1981, est complété par l'alinéa suivant :

« L'alinéa 3 est également applicable lorsque le pensionné exerce une activité professionnelle autorisée. »

Art. 11. L'article 63, alinéas 1er et 2 des mêmes lois, modifié par la loi du 28 mars 1975 et par l'arrêté royal n° 122 du 30 décembre 1982, est remplacé par les alinéas suivants :

« L'enfant bénéficiaire continue à bénéficier des allocations familiales :

1^e jusqu'à l'âge de 25 ans, lorsqu'il est atteint d'une incapacité de travail de 66 p.c. au moins;

2^e sans limite d'âge :

a) s'il se révèle totalement incapable d'exercer une profession quelconque en raison de son état physique ou mental;

Art. 5. In artikel 47bis, tweede lid, van dezelfde wetten, opnieuw opgenomen bij het koninklijk besluit nr. 122 van 30 december 1982, worden de woorden « wees is » vervangen door de woorden « als wees gerechtigd is op de verhoogde kinderbijslag bedoeld in artikel 50bis ».

Art. 6. Artikel 50ter, derde lid, van dezelfde wetten, ingevoegd bij het koninklijk besluit nr. 122 van 30 december 1982, wordt vervangen door het volgende lid :

« De uit hoofde van meer dan één rechtshoudende krachtens deze wetten van dezelfde bijslagtrekkende voor meerdere kinderen verschuldigde bijslag, wordt door iedere betrokken kinderbijslaginstelling vastgesteld, rekening houdend met de rang die het kind heeft volgens zijn leeftijd met betrekking tot de andere rechtgevende kinderen, opgevoed door de bijslagtrekkende, de op kinderbijslag tegen de bij artikel 50bis bepaalde bedragen gerechtigde wezen uitgezonderd. »

Art. 7. In artikel 51, tweede lid, van dezelfde wetten, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 122 van 30 december 1982, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^e in de Franse tekst worden in 2^e de woorden « ont été » vervangen door het woord « sont »;

2^e in 4^e worden de woorden « de sedert ten minste drie maanden van hetzelfde gezin deel uitmakende kleinkinderen en achterkleinkinderen, neven en nichten » vervangen door de woorden « zijn sedert ten minste drie maanden van hetzelfde gezin deel uitmakende kleinkinderen en achterkleinkinderen, neven en nichten of deze van zijn echtgenoot of gewezen echtgenoot »;

3^e het 5^e wordt aangevuld met de volgende zin : « bovendien mag geen recht bestaan op kinderbijslag uit hoofde van een gezinslid dat deel uitmaakt van hetzelfde gezin bij toepassing van andere Belgische of buitenlandse wets- of reglementsbeperkingen of krachtens regelen van toepassing op het personeel van een volkenrechtelijke instelling »;

4^e het 6^e wordt aangevuld met de volgende zin : « bovendien mag geen recht bestaan op kinderbijslag bij toepassing van andere Belgische of buitenlandse wets- of reglementsbeperkingen of krachtens regelen van toepassing op het personeel van een volkenrechtelijke instelling ».

Art. 8. In artikel 56quinquies, § 1, van dezelfde wetten, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 122 van 30 december 1982 worden tussen de woorden « artikel 51, tweede lid » en « bedoelde » de woorden « 1^e, 2^e, 3^e, 4^e, 7^e en 8^e » ingevoegd.

Art. 9. Artikel 56sexies, § 1, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 122 van 30 december 1982 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. De student van minder dan 25 jaar die onderwijs volgt in de voorwaarden bepaald krachtens artikel 62, § 4, is gerechtigd op kinderbijslag voor de in artikel 51, tweede lid, 1^e, 2^e, 3^e en 7^e bedoelde kinderen, op voorwaarde dat zij deel uitmaken van hetzelfde gezin en dat de student reeds ten minste vijf jaar werkelijk in België verblijft op de datum van de indiening van de aanvraag om kinderbijslag bij toepassing van dit artikel. »

Art. 10. Artikel 57 van dezelfde wetten, gewijzigd bij de wet van 27 maart 1951, het koninklijk besluit nr. 68 van 10 november 1967 en de wet van 30 juni 1981, wordt aangevuld met het volgende lid :

« Het derde lid is eveneens van toepassing wanneer de pensionné gerechtigd is een toegelaten beroepsarbeid uit te oefenen. »

Art. 11. Artikel 63, eerste en tweede lid, van dezelfde wetten, gewijzigd bij de wet van 28 maart 1975 en bij het koninklijk besluit nr. 122 van 30 december 1982, wordt vervangen door de volgende leden :

« De kinderbijslag blijft ten goede komen aan het rechtgevend kind :

1^e tot de leeftijd van 25 jaar, indien het ten minste 66 pct. arbeidsongeschikt is;

2^e zonder leeftijdsbeperking :

a) indien het wegens zijn lichaams- of geestesgesteldheid volledig ongeschikt blijkt om enig beroep uit te oefenen; »

b) s'il est atteint d'une incapacité de travail de 66 p.c. au moins et occupé dans un atelier protégé visé à l'article 47 de l'arrêté royal du 5 juillet 1963, relatif au reclassement social des handicapés;

c) s'il est atteint d'une incapacité de travail de 66 p.c. au moins et s'il est occupé temporairement en dehors de l'atelier visé au b, dans le cadre d'une réadaptation et sous la responsabilité de cet atelier;

d) s'il est atteint d'une incapacité de travail de 66 p.c. au moins et s'il est atteint, pendant son occupation visée au b ou c, par une ou plusieurs affections qui entraînent en elles-mêmes une incapacité de travail de 66 p.c. au moins;

e) s'il est admis au bénéfice des allocations de chômage étant bénéficiaire d'allocations familiales en vertu des dispositions visées sous d ou g;

f) s'il est atteint d'une incapacité de travail de 66 p.c. au moins et pendant son occupation visée au b ou c est admis au bénéfice des allocations de chômage;

g) s'il est atteint par une ou plusieurs affections qui entraînent en elles-mêmes une incapacité de travail de 66 p.c. au moins, étant bénéficiaire d'allocations familiales en vertu des dispositions visées sous e ou f ci-dessus.

L'enfant visé à l'alinéa 1er, 2^e, sauf si l'enfant se trouve dans la situation mentionnée au 2^e précité, sous b à g, ne peut ni exercer une activité donnant lieu à l'assujettissement à un des régimes de sécurité sociale, ni bénéficier de prestations sociales pour cause d'incapacité de travail ou de chômage involontaire, sauf d'une allocation accordée en vertu de la législation relative à l'octroi d'allocations aux handicapés; il ne peut non plus bénéficier d'une pension de retraite qui soit plus élevée que le revenu garanti aux personnes âgées, sauf si cette pension découlle d'une occupation ou d'une situation visée au 2^e, sous b à g, précité. »

Art. 12. L'article 63, alinéa 3, des mêmes lois, modifié par l'arrêté royal n° 7 du 18 avril 1967, est remplacé par l'alinéa suivant :

« L'incapacité visée au présent article doit avoir commencé avant que l'enfant n'ait cessé d'être bénéficiaire d'allocations familiales parce qu'il a atteint la limite d'âge mentionnée à l'article 62. »

En outre, cette incapacité doit continuer à exister sans interruption et il n'est pas tenu compte d'une majoration quelconque de cette incapacité après la limite d'âge mentionnée à l'article 62. »

Art. 13. A l'article 64 des mêmes lois, modifié par l'arrêté royal n° 122 du 30 décembre 1982, sont apportées les modifications suivantes :

1^e au § 1er, les mots « et 56quinquies, § 2 » sont insérés entre les mots « 56bis » et « exerce »;

2^e dans le § 2, alinéa 1er, A, 1^e, les mots « non-attributaire conformément à ces lois » sont insérés entre les mots « particulier » et « ou ».

Art. 14. L'article 65 des mêmes lois, modifié par l'arrêté-loi du 22 novembre 1945, les arrêtés royaux des 25 octobre 1960 et 8 avril 1965 et l'arrêté royal n° 63 du 10 novembre 1967, est abrogé.

Art. 15. L'article 68, alinéa 3, des mêmes lois, modifié par l'arrêté royal du 13 juillet 1957, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Les prestations familiales sont payées à l'allocataire par assignation postale, à moins que celui-ci n'ait demandé par écrit que le montant en soit viré à son compte auprès de l'Office des chèques postaux, d'une banque, du Crédit communal de Belgique ou d'une caisse d'épargne privée. »

Art. 16. L'article 70bis, alinéa 2, des mêmes lois, inséré par l'arrêté royal n° 122 du 30 décembre 1982, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Dans les cas suivants, les prestations visées aux articles 40, 42, 42bis, 50bis et 50ter, sont réparties entre les différents allocataires, au sens des articles 69 et 70, proportionnellement au nombre d'enfants élevés par chacun d'entre eux et les prestations

b) indien het ten minste 66 pct. arbeidsongeschikt is en te werk gesteld is in een beschutte werkplaats, bedoeld in artikel 47 van het koninklijk besluit van 5 juli 1963 betreffende de sociale reclassering van de minder-validen;

c) indien het ten minste 66 pct. arbeidsongeschikt is en indien het tijdelijk buiten de onder b bedoelde werkplaats is tewerkgesteld binnen het kader van een herscholing, en onder de verantwoordelijkheid van de bedoelde werkplaats;

d) indien het ten minste 66 pct. arbeidsongeschikt is en tijdens zijn tewerkstelling bedoeld in b of c getroffen wordt door één of meer aandoeningen welke op zichzelf een arbeidsongeschiktheid van ten minste 66 pct. veroorzaken;

e) indien het, gerechtigd zijnde op kinderbijslag ingevolge de bepalingen van d of g, gerechtigd wordt op werkloosheidsuitkeringen;

f) indien het ten minste 66 pct. arbeidsongeschikt is en tijdens zijn tewerkstelling bedoeld in b of c gerechtigd wordt op werkloosheidsuitkeringen;

g) indien het, gerechtigd zijnde op kinderbijslag ingevolge de bepalingen van e of f hierboven, getroffen wordt door één of meer aandoeningen welke op zichzelf een arbeidsongeschiktheid van ten minste 66 pct. veroorzaken.

Het in het eerste lid, 2^e, bedoelde kind mag, behoudens indien het zich in de toestand bevindt vermeld in voormeld 2^e, onder b tot g, geen activiteit uitoefenen die aanleiding geeft tot verzekeringsplicht ingevolge een van de regelingen van sociale zekerheid, geen sociale uitkeringen genieten wegens arbeidsongeschiktheid of onvrijwillige werkloosheid, behalve een tegemoetkoming toegekend ingevolge de wetgeving betreffende de toeënkennung van tegemoetkomingen aan minder-validen; het mag evenmin een rustpension genieten dat hoger is dan het gewaarborgd inkomen voor bejaarden, behalve indien dit pensioen voortwolt uit een tewerkstelling of een toestand bedoeld in het voormalde 2^e, onder b tot g. »

Art. 12. Artikel 63, derde lid, van dezelfde wetten, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 7 van 18 april 1967, wordt vervangen door het volgende lid :

* De bij dit artikel bedoelde ongeschiktheid moet een aanvang hebben genomen, vooraleer het kind wegens het bereiken van de bij artikel 62 bepaalde leeftijdsgrond, heeft opgehouden recht te gevend op kinderbijslag te zijn.

Bovendien moet deze ongeschiktheid zonder onderbreking blijven bestaan en wordt geen rekening gehouden met enige verhoging van deze ongeschiktheid na de leeftijdsgrond bedoeld in artikel 62. »

Art. 13. In artikel 64, van dezelfde wetten, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 122 van 30 december 1982, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^e in § 1, worden de woorden « en 56quinquies, § 2 » ingevoegd tussen de woorden « 56bis » en « oecent »;

2^e in § 2, eerste lid, A, 1^e, worden tussen de woorden « particulier » en « of » de woorden « die geen rechtshabende is volgens deze wetten » ingevoegd.

Art. 14. Artikel 65 van dezelfde wetten, gewijzigd bij de besluitwet van 22 november 1945, de koninklijke besluiten van 25 oktober 1960 en 8 april 1965 en het koninklijk besluit nr. 68 van 10 november 1967, wordt opgeheven.

Art. 15. Artikel 68, derde lid, van dezelfde wetten, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 juli 1957, wordt vervangen door het volgende lid :

* De gezinsbijslagen worden per postassignatie aan de bijslagtrekkende uitbetaald, tenzij deze schriftelijk erom gevraagd heeft het bedrag ervan over te schrijven op zijn rekening bij het Bestuur der postchecks, een bank, het Gemeentekrediet van België of een private spaarkas. »

Art. 16. Artikel 70bis, tweede lid, van dezelfde wetten, ingevoegd bij het koninklijk besluit nr. 122 van 30 december 1982 wordt vervangen door het volgende lid :

* In de hiernavolgende gevallen worden de uitkeringen bedoeld in de artikelen 40, 42, 42bis, 50bis en 50ter onder de verschillende bijslagtrekkenden in de zin van de artikelen 69 en 70, verdeeld, naar verhouding van het aantal kinderen

visées aux articles 44 et 47 sont payées à l'allocataire au sens des articles 69 et 70 qui élève l'enfant bénéficiaire de ces prestations :

1° lorsque les prestations familiales sont dues du chef d'un seul attributaire en faveur d'enfants faisant partie de son ménage et élevés par différents allocataires, faisant également partie du même ménage;

2° lorsque les prestations familiales sont dues dans le chef d'un attributaire pour différents enfants :

a) les uns faisant partie de son ménage et les autres étant placés dans le sens de l'article 70;

b) tous étant placés dans le sens de l'article 70;

c) dont certains sont placés dans le sens de l'article 70 et d'autres ne font pas partie de son ménage en ce qui concerne ces enfants placés;

3° lorsque les prestations familiales sont dues du chef de la même personne décédée ou de la même personne survivante, en faveur de plusieurs orphelins élevés par différents allocataires faisant tous partie du même ménage;

4° lorsque les prestations familiales sont dues en faveur de plusieurs orphelins du chef de la même personne décédée ou survivante dans les mêmes situations comme visées au 2° ci-dessus. »

Art. 17. L'article 77, alinéa 2, des mêmes lois, modifié par les arrêtés royaux des 10 avril 1957 et 16 mai 1978, est abrogé.

Art. 18. Dans l'article 78, alinéa 1er, des mêmes lois, modifié par la loi du 30 juin 1981, les mots « pour les travailleurs du sexe masculin et à 1 488,75 F pour les travailleuses » sont supprimés.

Art. 19. Dans l'article 96, alinéa 3, des mêmes lois, modifié par la loi du 20 décembre 1974, les mots « alinéas 1er et 2 » sont remplacés par les mots « alinéa 1er ».

Art. 20. À l'article 97 des mêmes lois, modifié par l'arrêté du Régent du 29 décembre 1944, l'arrêté royal du 25 octobre 1960, l'arrêté royal n° 68 du 10 novembre 1967 et l'arrêté royal n° 29 du 15 décembre 1978, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1er, b, est remplacé comme suit : « b) un intérêt de retard calculé au taux légal d'intérêt »;

2° l'alinéa 2 est abrogé;

3° à l'alinéa 4 les mots « de 5 p.c. » sont supprimés;

4° dans l'alinéa 5, les mots « de 10 ou 20 p.c. » et « de 5 p.c. » sont supprimés;

5° à l'alinéa 6, les mots « l'alinéa 5 » sont remplacés par les mots « l'alinéa 4 ».

Art. 21. Dans l'article 105, alinéa 1er, des mêmes lois, modifié par l'arrêté royal du 25 octobre 1960, les mots « 97, alinéas 1er à 3 » sont remplacés par les mots « 97, alinéas 1er et 2 ».

Art. 22. Les articles 5, 9 et 11 produisent leurs effets le 1er janvier 1983.

Les articles 1er, 3, 4, 6, 7, 8, 13, 14 et 16 produisent leurs effets le 1er avril 1983.

Les articles 2, 10, 12, 17, 18, 19, 20 et 21 entrent en vigueur le 1er octobre 1983. L'article 15 entre en vigueur le 1er janvier 1984.

Art. 23. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 13 septembre 1983.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,

J.-L. DEHAENE

opgevoerd door ieder van hen en worden de uitkeringen bedoeld in de artikelen 44 en 47 uitbetaald aan de bijslagtrekkende in de zin van de artikelen 69 en 70, die het kind opvoedt voor wie de uitkeringen worden verleend :

1° indien de gezinsbijslag verschuldigd is uit hoofde van één rechtshabende ten behoeve van zijn gezin deel uitmakende kinderen opgevoerd door verschillende bijslagtrekkenden die eveneens deel uitmaken van hetzelfde gezin;

2° indien uit hoofde van een rechtshabende gezinsbijslag is verschuldigd voor verschillende kinderen :

a) waarvan de enen deel uitmaken van zijn gezin en de anderen geplaatst zijn in de zin van artikel 70;

b) die allen geplaatst zijn in de zin van artikel 70;

c) waarvan sommige geplaatst zijn in de zin van artikel 70 en andere geen deel uitmaken van zijn gezin wat betreft deze geplaatste kinderen;

3° indien de gezinsbijslag uit hoofde van dezelfde overleden of overlevende persoon verschuldigd is ten voordele van meerdere wezen opgevoerd door verschillende bijslagtrekkenden die allen deel uitmaken van hetzelfde gezin;

4° indien de gezinsbijslag verschuldigd is ten voordele van meerdere wezen uit hoofde van dezelfde overleden of overlevende persoon in dezelfde situaties als hierboven bedoeld onder 2°. »

Art. 17. Artikel 77, tweede lid, van dezelfde wetten, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 10 april 1957 en 16 mei 1978 wordt opgeheven.

Art. 18. In artikel 78, eerste lid, van dezelfde wetten, gewijzigd bij de wet van 30 juni 1981 worden de woorden « voor de werkenners en 1 488,75 frank voor de werkneemsters » geschrapt.

Art. 19. In artikel 96, derde lid, van dezelfde wetten, gewijzigd bij de wet van 20 december 1974 worden de woorden « eerste en tweede lid » vervangen door de woorden « eerste lid ».

Art. 20. In artikel 97 van dezelfde wetten, gewijzigd bij het besluit van de Régent van 29 december 1944, het koninklijk besluit van 25 oktober 1960, het koninklijk besluit nr. 68 van 10 november 1967 en het koninklijk besluit nr. 29 van 15 december 1978, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid, b, wordt vervangen als volgt : « b) een intrest wegens verwijl berekend aan de wettelijke rentevoet »;

2° het tweede lid wordt opgeheven;

3° in het vierde lid worden de woorden « van 5 pct. » geschrapt;

4° in het vijfde lid worden de woorden « van 10 of 20 pct. » en « van 5 pct. » geschrapt;

5° in het zesde lid worden de woorden « het vijfde lid » vervangen door de woorden « het vierde lid ».

Art. 21. In artikel 105, eerste lid, van dezelfde wetten, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 oktober 1960 worden de woorden « 97, eerste tot derde lid » door de woorden « 97, eerste en tweede lid » vervangen.

Art. 22. De artikelen 5, 9 en 11 hebben uitwerking met ingang van 1 januari 1983.

De artikelen 1, 3, 4, 6, 7, 8, 13, 14 en 16 hebben uitwerking met ingang van 1 april 1983.

De artikelen 2, 10, 12, 17, 18, 19, 20 en 21 treden in werking op 1 oktober 1983. Het artikel 15 treedt in werking op 1 januari 1984.

Art. 23. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 13 september 1983.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,

J.-L. DEHAENE